



Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Pôle des Moyens Opérationnels

**Gestion et Maintenance des Espaces Publics et des
Réseaux**

**Insertion Professionnelle dans le cadre de la lutte
contre l'érosion des sols et la protection contre les
inondations**

Règlement de Consultation (RC)

Date limite de réception des offres : vendredi 23 juin 2017 à 11h30

Article 1er. Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 Calais Cedex
Tel : 03 21 19 55 00
Télécopie : 03 21 19 55 09

Maitre d'œuvre :

Pole des Moyens Opérationnels – Service Gestion et Maintenance des Espaces Publics et des Réseaux.

Article 2. Objet de la consultation

2.1. Objet de la procédure

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Insertion professionnelle dans le cadre de la lutte contre l'érosion des sols et la protection contre les inondations.

2.2. Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'Article 28 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

2.3. Forme du Contrat

La consultation donnera lieu à un accord cadre mono attributaire, avec :

1. un minimum de 2 487 heures de commande et avec un maximum de 3 200 heures de commande par an pour le Lot n° 1 ;
2. un minimum de 1 100 heures de commande et avec un maximum de 1 400 heures de commande par an pour le Lot n° 2 ;
3. un minimum de 5 000 € HT de commande et avec un maximum de 8 000 € HT de commande par an pour le Lot n° 3 ;

Ceux-ci pour un an, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande conformément aux articles 78 et 80 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Article 3. Dispositions générales

3.1. Divisions en lots et en tranches

3.1.1. Lots

Le Marché comprend 3 lots :

1. Lot n°1 : Travaux d'entretien des ouvrages de ruissellement et des chemins de randonnées ;
2. Lot n°2 : Travaux d'entretien des espaces verts sur les bassins de rétention des eaux pluviales ;
3. Lot n°3 : Travaux de mise en œuvre et d'entretien des ouvrages de lutte contre l'érosion.

3.1.2. Tranches

Le Marché n'est pas divisé en tranches.

3.2. Durée du Contrat – Délai d'exécution

La durée du Marché est fixée à 1 an à compter de la date de notification et est reconductible 3 fois 1 an.

3.3. Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Application des règles de la comptabilité publique et notamment du Décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3.4. Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3.5. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3.6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

3.6.1 Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3.6.2 Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Il n'est pas prévu d'option.

Article 4. Dossier de consultation

4.1. Contenu du Dossier de Consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Règlement de Consultation ;
- Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- Cahier des Clauses Particulières (CCP) + plans annexés ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) avec de Détail Estimatif servant de Bordereau d'Aide à la Décision

4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4.4. Visite des lieux et consultations de documents sur site

La connaissance des lieux est primordiale pour la planification des interventions et connaître les difficultés des prestations.

Article 5. Présentation des propositions

5.1. Documents à produire

Le Dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs des candidats

- Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2.

Contenu de l'offre :

- Un acte d'engagement, cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.
- Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants de premier rang désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).
- Le cahier des clauses particulières, cahier ci-joint à accepter sans modification
- Le Bordereau des Prix Unitaires et le détail d'aide à la décision,
- Le Mémoire technique portant sur l'exécution du marché et comportant notamment la description du dispositif d'insertion envisagé, les modalités de son suivi, le dispositif d'accompagnement personnalisé, les modalités d'exécution des travaux support de l'action d'insertion, l'encadrement sur le chantier et pour les démarches d'insertion, etc.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément l'article 55-IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou les explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique , à condition que le candidat mentionne dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5.2. Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5.3. Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire européenne : Euro (s).

5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis pourront être remis par voie postale ou électronique.

5.4.1. Modalités de transmission physique des plis

Le dossier remis par le candidat sera transmis sous plis cachetés.
L'enveloppe portera les mentions suivantes :

Insertion professionnelle par le biais de prestations relative à la lutte contre l'érosion des sols et la protection contre les inondations
« NE PAS OUVRIR »

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquée sur la garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

5.4.2. Adresse postale de remise des plis

Les plis pourront être adressés en courrier recommandé avec avis de réception postal ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Service des Marchés publics
76 Bd Gambetta
CS 40 021
62 101 Calais Cedex

5.4.3. Adresse physique de remise des plis

Les plis pourront être déposés contre récépissé l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Service des Marchés publics
76 Bd Gambetta
CS 40 021
62 101 Calais Cedex

Horaires d'ouverture des bureaux de 8h à 12h et 14h à 17h du lundi au vendredi

5.4.4. Modalités de transmission électronique des plis

Les candidats peuvent effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ne pas ouvrir » et envoyée à l'adresse figurant à l'article 5.4.2 du présent règlement.

Les candidatures et les offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise dans les conditions prévues aux articles 1316 à 1316-4 du code civil et à l'article 3 du décret n°2002-692 du 30 avril 2002.

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ou qui contiendraient un virus ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

5.4.5. Adresse électronique de dépôt

Les plis pourront être transmis par voie électronique à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

5.5. Négociation

Il n'est pas prévu de négociation.

Article 6. Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Pour le lot n°1 et n°2 :

Rang	Critère de jugement	Pondération
1	Pertinence de la démarche d'insertion sur la base du mémoire technique	30 points
2	Méthodologie d'exécutions et modes opératoires pour la réalisation des prestations et le respect des règles d'hygiène et de sécurité	20 points
3	Taux Horaire	50 points

Taux Horaire : 50 points

La note attribuée aux candidats pour le critère «Taux Horaire » est établie sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins chère} \times \text{Pondération (50)}}{\text{Offre du candidat}}$$

Pour le lot n°3 :

Rang	Critère de jugement	Pondération
1	Pertinence de la démarche d'insertion sur la base du mémoire technique	30 points
2	Méthodologie d'exécutions et modes opératoires pour la réalisation des prestations et le respect des règles d'hygiène et de sécurité	20 points
3	Prix	50 points

Prix : 50 points

La note attribuée aux candidats pour le critère «Taux Horaire » est établie sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins chère} \times \text{Pondération (50)}}{\text{Offre du candidat}}$$

Conformément à l'article 60 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres au service suivant :

Pour la partie administrative :

Service des Marchés Publics
Téléphone : 03 21 19 55 00 / Télécopie : 03 21 19 55 09
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

Pour la partie technique :

Service Aménagement du Territoire
Téléphone : 03 21 19 56 05 / Télécopie : 03 21 19 55 09
Courriel : serge.rougeaux@grandcalais.fr